

ILS SERAIENT ASSOCIÉS AU «SOMMET SOCIAL» DE SEPTEMBRE PROCHAIN

La tripartite élargie aux syndicats autonomes ?

Pour la première fois depuis sa création en octobre 2000, le Forum des chefs d'entreprises (FCE) prendra part à la tripartite. Une participation conforme à l'une des résolutions ayant sanctionné l'assemblée générale de cette organisation patronale qui s'est tenue le 9 octobre 2010.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - La tripartite du 28 mai prochain à la résidence El-Mithak inaugurera une nouvelle ère dans la nature des relations qu'entretiendra le gouvernement avec ses partenaires socioéconomiques.

Pour rappel, les membres qui avaient pris part à l'assemblée générale d'octobre 2010 ont voté à l'unanimité une résolution mandant le conseil exécutif de répondre «positivement» si le gouvernement invite le FCE à participer à la tripartite. «Le forum veut marquer sa disponibilité au dialogue», avait indiqué le président du Forum des chefs d'entreprise à la presse.

Ainsi, neuf ministres, le FCE (Forum des chefs d'entreprise), cinq organisations patronales (CNPA, CGEOA, CAP, CIPA et SEVE), l'UGTA, l'ABEF et l'ANDI prendront part à la rencontre du 28 mai prochain.

Dans une lettre adressée en date du 8 mai dernier aux parties concernées, le Premier ministre précisa l'ordre du jour qui sera, selon la même source, «focalisé sur l'étude des voies et moyens à même de soutenir le développement de l'entreprise et de promouvoir un climat plus propice à l'investissement et à l'activité économique». Selon Ahmed Ouyahia, «les dossiers relatifs

aux questions sociales seront, quant à eux, réservés à la réunion tripartite qui se tiendra en septembre prochain. Dès lors, une question se pose : en septembre prochain, les pouvoirs publics innoveront-ils en la matière en invitant des organisations syndicales autonomes à prendre part à la tripartite ?

La question se pose avec acuité, d'autant plus que des propos soutenus ici et là laissent croire que le gouvernement serait sur le point d'impliquer «tous les acteurs sociaux représentatifs dans le processus du dialogue social». Mieux encore, lors de son discours télévisé, le président de la République a laissé entendre que la concertation sociale et économique doit être élargie à toutes les structures représentatives du pays.

Autre signe de cette future démarche : la décision prise par le gouvernement de geler les dispositions réglementaires qui octroient de manière exorbitante le monopole de la gestion des œuvres sociales à l'UGTA. En optant pour cette option, le gouvernement avait franchi un petit pas dans la redéfinition de la carte syndicale nationale. La gestion des œuvres sociales par la seule UGTA étant un héritage du système du parti unique. La situation devenait intenable à



Photo : Samir Sid

La tripartite sera dirigée par Ahmed Ouyahia.

mesure que les syndicats autonomes prenaient du poids au détriment d'une UGTA «empêtrée» dans des logiques politiques qui ont largement altéré sa vocation syndicale.

Enfin, dans sa lettre d'invitation, le Premier ministre a fait état à la réunion du Conseil des ministres du 2 mai dernier en citant les propos tenus par le président de la République. Ce dernier, ajoute la même source, a rappelé que dans «mon message à la nation, j'ai également annoncé que nous engagerons une action profonde en direction

de l'entreprise nationale publique ou privée pour appuyer son développement. (...) Je charge, donc, le gouvernement de convier rapidement ses partenaires économiques et sociaux à une concertation tripartite exclusivement consacrée aux voies et moyens de soutenir le développement de l'entreprise et de promouvoir un climat plus propice à l'investissement et à l'activité économique. (...)»

En parallèle, le gouvernement doit préparer pour le mois de septembre prochain la tenue d'une réunion de la tripartite qui

sera l'occasion d'aborder avec les représentants des employeurs et travailleurs les dossiers liés aux questions sociales».

Cela dit, dans le document en notre possession, le Premier ministre a indiqué que «la rencontre (28 mai prochain) s'achèvera par toute décision dont il serait possible de convenir sur-le-champ et par la mise sur pied de groupes de travail tripartites qui déposeront leurs conclusions au plus tard à la fin du mois de juin prochain».

A. B.

SPÉCIALISTES, GÉNÉRALISTES ET RÉSIDENTS EN GRÈVE ILLIMITÉE

Les hôpitaux sans blouses blanches

Le risque de paralysie des structures hospitalières est réel. Aux résidents en grève depuis plus de deux mois, se joignent, dès aujourd'hui, les praticiens de la santé publique. Le service minimum ne sera pas assuré de manière unilatérale.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Les malades qui solliciteront à partir d'aujourd'hui les structures publiques de santé devront s'armer de patience. Les résidents qui poursuivent leur mouvement de protestation ne seront plus seuls sur le terrain de la contestation.

Les praticiens et les praticiens spécialistes répondant à l'appel du Syndicat national des praticiens de la santé publique (SNPSP) et du Syndicat national des praticiens spécialistes de la santé publique (SNPSSP) débrayent également.

Le service minimum, traditionnellement assuré par les médecins de manière unilatérale, ne le sera cette fois que si le ministère de tutelle prend l'initiative d'ouvrir des discussions sur les modalités de son application comme stipulé par les lois régissant la pratique syndicale.

Poussés dans leurs derniers retranchements, les deux syndicats autonomes font monter la pression après l'échec d'une



Photo : Samir Sid

Les praticiens de la santé renouent avec la protesta.

tentative de conciliation. Une «non-conciliation» préfère dire le D^r Yousfi, président du SNPSSP pour qui il n'existe aucune volonté d'apaisement. Le ministère de la Santé a en effet eu recours au procédé classique en actionnant la justice.

Les deux syndicats autonomes apprenaient jeudi par le biais de la presse que la justice avait déjà statué et déclaré sans

surprise le mouvement illégal. N'ayant reçu aucune notification, les deux syndicats ont maintenu leur appel à la grève. Ils dénoncent la non-tenue des engagements de leur tutelle.

Le SNPSSP revendique depuis des années l'amendement du statut particulier avant la révision du régime indemnitaire, la prise en charge de la question des

concours, l'amélioration des conditions d'exercice du service civil et une meilleure répartition des logements de fonction pour les médecins.

Les revendications du SNPSP s'articulent, quant à elles, autour de l'amendement du statut particulier et du régime indemnitaire. Le ministre de la Santé a préféré, lui, communiquer uniquement sur la question des salaires. En annonçant des augmentations pouvant atteindre les 110%, il n'a pas obtenu l'effet escompté et pour cause : les syndicats sont formels.

Les augmentations ne seront pas de cet ordre et ne dépasseront guère les 35%. Pourquoi Ould Abbès avance-t-il donc des chiffres mirobolants ? Les deux syndicats crient à la manipulation et soupçonnent le ministre de la Santé de vouloir jeter en pâture les médecins en prenant à témoin l'opinion publique. Une manœuvre que les syndicats promettent de déjouer en mobilisant leurs troupes. Ils promettent des actions de protestation d'envergure dont la marche des blouses blanches qui devrait réunir des milliers de médecins.

L'occasion, affirment le SNPSP et le SNPSSP, de défendre non pas uniquement la profession mais tout le système de santé.

N. I.